

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le dix-sept décembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de André LOYER, 1^{er} adjoint, pour le Maire empêché Jean-Yves MEYER.

Présents : LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André

Excusés : MEYER Jean-Yves (pouvoir à André LOYET), JOLY Delphine (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Joël DURIEU), VERNEDE Corinne (pouvoir à Jacques DAUMAS), LEYNAUD Michel (pouvoir à Max BOUSCHON), ESSAYAR Khalid (pouvoir à Pascal GAILLARD), AMRANI Hasiba (pouvoir à Cécile FAURE), GUIBERT Alexandra (pouvoir à Guillaume Vermorel)

Absente :

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°9

9 décembre 2024

OBJET : Désaffectation et déclassement d'un délaissé de la voie communale n°7 -
Chemin du Moulon inférieur

Transmis au représentant
de l'Etat le : 20 DEC. 2024
Affiché le :
Notifié le : 20 DEC. 2024

Foncier

Désaffectation et déclassement d'un délaissé de la voie communale n°7 - Chemin du Moulon inférieur

Vu le Code de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.2111-1 du définissant le domaine public d'une personne publique comme des biens lui appartenant qui sont soit affectés à l'usage direct du public, soit affectés à un service public pourvu qu'en ce cas ils fassent l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public, et son article L.2111-14 indiquant que le domaine public routier comprend l'ensemble des biens appartenant à une personne publique et affectés aux besoins de la circulation terrestre ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.141-3 du, par lequel le classement ou le déclassement des voies relève de la compétence du conseil municipal,

Considérant que lors des travaux effectués pour la mise en service de la déviation de la RD 104, le Chemin du Moulon Inférieur a été coupé en deux parties ; l'une étant devenue la rue Paul Sabaton, l'autre se terminant actuellement en impasse ;

Considérant que cette partie de voie en impasse, située au Sud-Est de l'intersection du chemin dit du Pialon, au sud de la parcelle cadastrée B 386 et au nord de la parcelle cadastrée D 3843, mesurant 31 mètres de long par 5,8 mètres de largeur moyenne n'a plus de vocation de circulation publique, et qu'elle n'est pas aménagée à cet effet,

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à la désaffectation et au déclassement de cette partie de voirie, en vue de la transférer dans le domaine privé de la commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 abstentions : Guillaume Vermorel et Alexandra Guibert) :

- **Constate** la désaffectation de la partie du Chemin du Moulon Inférieur constituant une impasse,
- **Prononce** le déclassement du domaine public de ce même terrain et son intégration dans le domaine privé communal,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes nécessaires à cette opération.

Extrait certifié conforme,

André LOYET
1^{er} adjoint

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué,



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)